



HAL
open science

La répartition géographique de la population

Denise Pumain

► **To cite this version:**

Denise Pumain. La répartition géographique de la population . Les Cahiers français : documents d'actualité, 1993, 259, pp.31-36. halshs-01520374

HAL Id: halshs-01520374

<https://shs.hal.science/halshs-01520374>

Submitted on 17 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La France et sa population

Cahier réalisé sous la direction de Jean-Yves Capul

Secrétariat général du
gouvernement

Éditorial

La population de la France, c'est... (Michel Louis Lévy)
Le passé démographique de la France (Yves Charbit)

Les grandes caractéristiques de la population

La structure de la population et son évolution (Patrick Festy)
La fécondité (Henri Leridon, Laurent Toulemon)
La mortalité (France Meslé)
La répartition géographique de la population (Denise Pumain)
Les populations issues de l'immigration étrangère (Patrick Festy)

Autour de la famille

Ménages et familles (Guy Desplanques)
Nouvelles pratiques conjugales. Nouvelles formes de famille ?
Un point de vue sociologique (Anne-Marie Arborio, Pierre Fournier)
La politique familiale (Olivia Ekert-Jaffé, Christine Maugué)

Démographie et économie

Démographie et économie : quelles relations ? (Georges Tapinos)
L'évolution récente de la population active (Olivier Marchand)
Les caractéristiques de la population active (Danièle Guillemot)
**Un réexamen des causes et des conséquences du vieillissement
démographique** (Didier Blanchet)

Direction de
La **documentation** Française

29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 70 00

Directeur de la publication
Jean Jenger

Cahiers français
N° 259
janvier-février 1993

Imprimé en France
par Sodexic
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1993
DF 08004-7-0259
ISSN : 0008-0217
N° CPPP : 789 AD

55 F

3 303330 402597



La France et sa population

La France et sa population

N° 259

cahiers français

cahiers français

La **documentation** Française



N° 259

janvier-février 1993

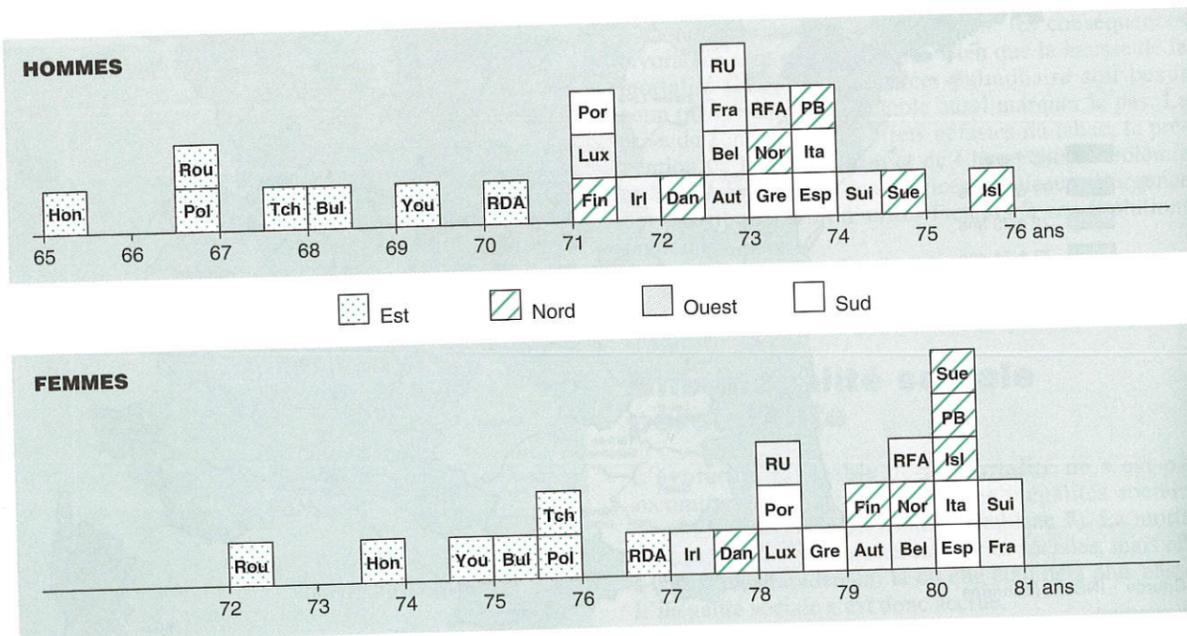
5 numéros par an

Les départements bretons et ceux du Nord de la France sont particulièrement défavorisés. La mortalité reste aussi élevée en Champagne, dans l'est de la Bourgogne et dans le nord du Massif Central. A l'opposé, les Pays de la Loire (à l'exception de la Loire Atlantique) et le Sud-Ouest bénéficient d'une espérance de vie très élevée. Près de 6 ans de vie moyenne séparent encore les habitants du Pas-de-Calais de ceux des Deux-Sèvres. La mortalité féminine épouse la même géographie mais les écarts sont moins grands : moins de 4 ans de vie moyenne entre le Pas-de-Calais et la Vienne.

La France en Europe

Durant les deux dernières décennies, l'évolution de la mortalité a scindé l'Europe en deux. Dans les pays d'Europe de l'Est, les progrès se sont quasiment arrêtés alors que dans le reste de l'Europe, après un ralentissement plus ou moins marqué dans les années 60, la baisse de la mortalité a repris comme en France. En 1990, l'écart s'est donc largement creusé entre ces deux parties de l'Europe (graphique 9). Les pays est-européens n'ont pas su s'adapter à la nouvelle stratégie sani-

9. Espérance de vie à la naissance dans les pays européens en 1990



La différence d'espérance de vie entre hommes et femmes est d'autant plus grande que la mortalité est élevée. Supérieure à 9 ans dans les départements du Nord et les départements bretons, elle n'atteint pas 7 ans dans l'Aveyron, l'Aude ou le Tarn-et-Garonne. La surmortalité du Nord de la France vaut pour toutes les causes de décès. Les maladies cardio-vasculaires et les maladies chroniques de l'appareil respiratoire pèsent particulièrement lourd dans les départements industrialisés du Nord et de l'Est tandis que les maladies digestives et les maladies aiguës de l'appareil respiratoire, liées à un moindre développement économique et social, sont très élevées dans l'Ouest. Enfin les pathologies liées à la consommation d'alcool (alcoolisme, cirrhose du foie) contribuent largement à l'excès de mortalité de ces départements ainsi qu'à la très forte surmortalité masculine.

taire qu'il fallait mettre en oeuvre pour lutter contre les pathologies devenues dominantes (maladies cardio-vasculaires et cancers). L'insuffisance de leur politique de santé, notamment en matière de prévention et de dépistage, l'industrialisation mal contrôlée et une alimentation riche en graisses animales ont contribué à cette évolution défavorable.

Au sein des pays européens, la position française est moyenne pour les hommes qui arrivent en neuvième position et excellente pour les femmes qui, avec près de 81 ans, connaissent avec les Suissesses l'espérance de vie la plus élevée d'Europe. La surmortalité masculine française, parmi les plus fortes, explique cette relative discordance entre hommes et femmes.

France Meslé,
INED

Les grandes caractéristiques de la population

La répartition géographique de la population

La répartition de la population sur le territoire offre une image très contrastée. Les inégalités régionales sont importantes, puisque les trois régions les plus peuplées regroupent près de 36 % de la population, mais elles ont aussi tendance à s'accroître depuis quelques décennies.

Comme le montre ici Denise Pumain, ces tendances correspondent de plus en plus aux évolutions propres des villes. Le retour à la croissance des plus grandes villes et le développement d'une urbanisation à leur périphérie immédiate sont les traits marquants de la période récente.

C.F.

Avec 104 habitants au km² en moyenne, la France reste, après l'Espagne, le pays européen le moins densément peuplé : la densité de population est double en Allemagne et au Royaume-Uni, triple en Belgique et aux Pays-Bas. L'impression de disponibilité d'espace dans le territoire français est renforcée par l'inégale répartition de la population. A l'énorme concentration parisienne s'opposent les campagnes désertées de «la diagonale des faibles densités» qui s'étend des Ardennes au Gers en passant par la Champagne et le Massif Central. La période récente se caractérise cependant par une évolution contradictoire des contrastes du peuplement, en fonction de l'échelle géographique considérée : à l'échelon des régions et des départements, la population continue à se concentrer dans les régions les plus peuplées et les plus urbanisées, tandis que diminue encore le poids démographique des zones rurales les moins denses ; à l'échelon des régions urbaines au contraire, la population se déconcentre, délaissant les vieux centres et mêmes certaines banlieues surpeuplées pour les espaces ruraux de la périphérie des villes.

La répartition géographique sur le territoire national

Des contrastes régionaux importants

Le principal contraste dans la répartition du peuplement tient au poids de Paris dans l'organisation du territoire français. Avec 10 660 000 habitants, 18,83 % de la population totale, la région Ile-de-France atteint une densité moyenne de 887 habitants au km² (tableau 1). On trouve en Europe des concentrations équivalentes par le poids de la population rassemblée (la «Metropolitan area» londonienne a 12 millions d'habitants, la région de la Ruhr en Allemagne en compte près de 10 millions) ou par le niveau de densité (plus de 900 habitants au km² dans la «Randstad Holland» qui concentre un peu plus de 6 millions d'habitants entre Amsterdam, La Haye, Utrecht et Rotterdam). La masse parisienne paraît exceptionnelle car elle est entourée de régions qui sa croissance a contribué autrefois à dépeupler, et qui, la Haute-Normandie exceptée, ont toutes des densités inférieures à la moyenne française.

Avec une densité de type «nord européen» (319 habitants au km²) et au 4^e rang pour la dimension, la région du Nord-Pas-de-Calais est une autre exception pour le territoire français. Les autres régions très peuplées, Rhône-Alpes (2^e rang avec 5 300 000 habitants) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (3^e avec 4 258 000 habitants) ont des densités moyennes beaucoup moins élevées. Cependant, les contrastes internes y sont des plus accusés entre des vallées ou des littoraux surchargés et des zones montagneuses de densité faible.

Ces régions de forte concentration du peuplement contrastent avec de vastes zones de densité plus faible, où la répartition de la population est en générale plus homogène. Quatre régions, Corse, Limousin, Auvergne, Bourgogne, n'atteignent pas la moitié de la densité française moyenne. Sur la carte départementale des densités (carte 2), la «France du vide» forme un ensemble d'une surprenante continuité qui prend le territoire en écharpe, depuis les Ardennes, en passant par le centre-est du Bassin parisien (départements de la Haute-Marne et de la Meuse), les plateaux bourguignons (Yonne et Côte d'Or, Nièvre), le Massif Central (Auvergne et Limousin, Grands Causses et Causses du Quercy) jusqu'au sud-ouest en Périgord, dans les collines du Gers et les Landes. Moins de 4 % de la population française est ainsi dispersée sur environ le quart de la superficie du territoire, avec des densités souvent inférieures à 20 habitants au km².

Une concentration régionale renforcée

En dépit d'un fléchissement passager pour l'Ile-de-France entre 1975 et 1982, la tendance de ces quarante dernières années est à l'accroissement de la part de la population concentrée dans les trois régions déjà les plus peuplées : Ile-de-France, Rhône-Alpes et Pro-

1. Évolution du poids démographique des régions, classées par ordre décroissant de population en 1990

	Population sans doubles comptes 1990	Part (%) dans la population métropolitaine							Densité hab./km ² 1990
		1936	1954	1962	1968	1975	1982	1990	
1 Ile-de-France	10 660 554	16,23	17,13	18,24	18,60	18,78	18,54	18,83	887
2 Rhône-Alpes	5 350 701	8,63	8,50	8,66	8,90	9,09	9,23	9,45	122
3 Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 257 907	6,12	5,65	6,07	6,64	6,99	7,30	7,52	136
4 Nord-Pas-de-Calais	3 965 058	7,66	7,91	7,88	7,68	7,44	7,24	7,00	319
5 Pays de la Loire	3 059 112	5,19	5,43	5,30	5,20	5,26	5,39	5,40	95
6 Aquitaine	2 795 830	5,15	5,17	4,98	4,95	4,85	4,89	4,94	68
7 Bretagne	2 795 638	5,73	5,48	5,16	4,97	4,94	4,98	4,94	103
8 Midi-Pyrénées	2 430 663	4,63	4,63	4,44	4,40	4,31	4,28	4,29	54
9 Centre	2 371 036	4,10	4,12	4,00	4,00	4,09	4,17	4,19	61
10 Lorraine	2 305 726	4,46	4,58	4,73	4,58	4,43	4,27	4,07	98
11 Languedoc-Roussillon	2 114 985	3,62	3,39	3,35	3,43	3,40	3,55	3,74	77
12 Picardie	1 810 687	3,24	3,24	3,19	3,18	3,19	3,20	3,20	93
13. Haute-Normandie	1 737 247	2,92	2,98	3,01	3,01	3,03	3,05	3,07	141
14 Alsace	1 624 372	2,92	2,85	2,84	2,84	2,89	2,88	2,87	196
15 Bourgogne	1 609 653	3,30	3,22	3,10	3,02	2,99	2,94	2,84	51
16 Poitou-Charentes	1 595 081	3,21	3,26	3,12	2,98	2,91	2,89	2,82	62
17 Basse-Normandie	1 391 318	2,66	2,73	2,60	2,53	2,48	2,49	2,46	79
18 Champagne-Ardenne	1 347 848	2,69	2,65	2,60	2,57	2,54	2,48	2,38	53
19 Auvergne	1 321 214	3,09	2,92	2,74	2,64	2,53	2,45	2,33	51
20 Franche-Comté	1 097 276	2,00	2,01	2,00	2,00	2,02	2,00	1,94	68
21 Limousin	722 850	1,91	1,73	1,58	1,48	1,40	1,36	1,28	43
22 Corse	250 371	0,53	0,41	0,39	0,41	0,43	0,43	0,44	29
France métropolitaine	56 614 493	100	100	100	100	100	100	100	104

Source (commune aux tableaux, carte et graphique) : Recensements de la population, INSEE.
Repris de Pumain, Faur : «Villes et régions au rendez-vous de l'Europe», *Populations et Sociétés*, 257, 1991.

vence-Alpes-Côte d'Azur regroupent, en 1990, 35,8 % de la population métropolitaine contre 31,3 % en 1954. Au contraire, les sept régions aujourd'hui les moins peuplées (Corse exceptée) n'ont pas cessé de voir diminuer leur importance relative : 18,5 % de la population en 1954, 16 % en 1990.

L'évolution des populations départementales confirme ce renforcement de la concentration du peuplement, au moins «par le bas» : 14 des 30 départements les moins peuplés ont encore perdu de la population, ou ont crû moins vite que la moyenne nationale, entre 1982 et 1990 (tableau 3). Les seules exceptions sont les Hautes-Alpes, les Alpes-de-Haute-Provence et la Corse-du-Sud, qui bénéficient de l'attraction méditerranéenne et améliorent un peu leur position relative. A l'inverse, l'évolution des 10 départements les plus peuplés montre une certaine déconcentration entre 1982 et 1990, puisque parmi eux 7 ont perdu en importance relative et seuls les Yvelines et le Rhône en ont gagné. En fait, on observe là un réel déclin pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais une redistribution de population entre les départements de l'Ile-de-France : Paris perd de la population, les plus proches départements de banlieue augmentent moins vite que la moyenne nationale. Il s'agit d'une déconcentration de type péri-urbain. Les mouvements de population sont en effet de plus en plus orientés par le destin des villes, qui regroupent 74 % de la population totale.

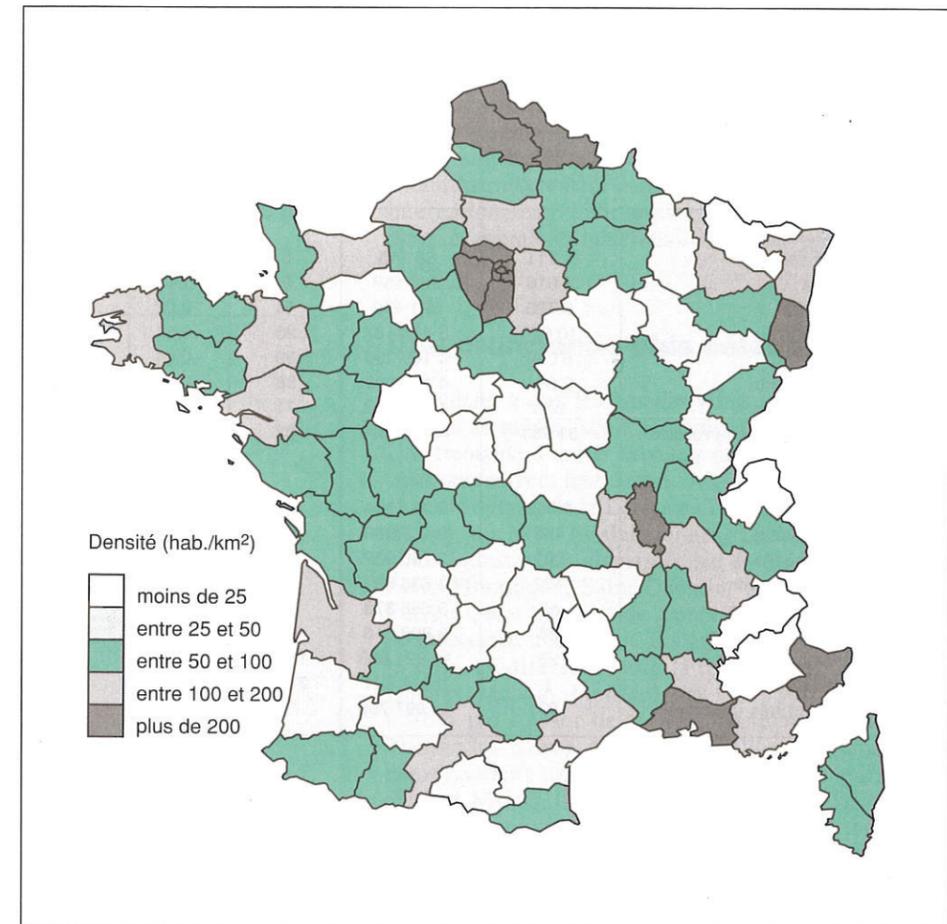
Urbanisation et péri-urbanisation

Le poids de la hiérarchie urbaine

La répartition de la population sur le territoire apparaît beaucoup plus contrastée et aussi plus organisée si on l'observe de façon plus détaillée, par exemple à travers la finesse du maillage communal. En 1990, 85,5 % des 36 551 communes sont rurales (moins de 2 000 habitants) et n'abritent que le quart de la population (26 %, soit un peu moins de 15 millions de personnes). Un autre quart de la population habite les quelque 1 781 petites villes de moins de 50 000 habitants (23,2 % de la population et 9 % du nombre des communes), tandis que la moitié de la population se concentre dans les seules 110 unités urbaines de plus de 50 000 habitants (5 % du nombre total des communes, 4 % de la superficie du territoire).

Dans la réalité du peuplement, il n'existe pas de discontinuité qui permettrait de séparer la ville et la campagne, même si la définition statistique, stable depuis 1856, place à 2 000 habitants agglomérés le seuil entre l'urbain et le rural. En fait, chaque noyau d'habitat introduit une rupture dans le paysage avec le surgissement du bâti, et une discontinuité dans les densités.

2. Densité de la population départementale en 1990



3. Population des 20 départements les plus et les moins peuplés en 1990

Départements les plus peuplés		Départements les moins peuplés	
Nom	Population	Nom	Population
Nord	2 531 855	Lozère	72 825
Paris	2 152 423	Hautes-Alpes	113 300
Bouches-du-Rhône	1 759 371	Corse-du-Sud	118 174
Rhône	1 508 966	Alpes-de-Haute-Provence	130 883
Pas-de-Calais	1 433 203	Creuse	131 349
Hauts-de-Seine	1 391 658	Haute-Corse	131 563
Seine-Saint-Denis	1 381 197	Territoire de Belfort	134 097
Seine-Maritime	1 223 429	Ariège	136 455
Val-de-Marne	1 215 538	Lot	155 816
Gironde	1 213 499	Cantal	158 723

Mais s'il est vrai qu'en moyenne les campagnes n'ont que 32 habitants au km² alors que les villes en ont 467, c'est-à-dire qu'un rural dispose en moyenne de 15 fois plus d'espace qu'un citadin, les contrastes de densité avec le milieu environnant s'accroissent progressivement

en fonction de la dimension du noyau de peuplement : les densités s'échelonnent régulièrement de moins de 10 habitants au km² dans les plus petites communes rurales jusqu'à 3 618 habitants au km² dans l'agglomération parisienne (tableau 4).

4. Population, densité et taux de variation par taille de commune et d'unité urbaine

Tranche d'importance	Nombre de communes ou d'unités urbaines	Population en 1990	Densité au km ² en 1990	Taux de variation annuel 1982-90 en %		
				Total	dû au mouvement naturel	dû au solde naturel migratoire
Communes rurales de :						
Moins de 50 habitants	1 111	38 115	5	-1,15	-0,63	-0,52
50 à 99 habitants	3 016	226 159	9	-0,43	-0,40	-0,03
100 à 199 habitants	6 728	991 459	14	-0,02	-0,26	+0,25
200 à 499 habitants	10 620	3 413 187	23	+0,51	-0,09	+0,60
500 à 999 habitants	6 036	4 169 280	39	+0,84	+0,04	+0,80
1 000 à 1 999 habitants	3 064	4 177 993	58	+0,90	+0,07	+0,83
2 000 habitants ou plus	676	1 701 203	71	+1,16	+0,18	+0,98
Ensemble des communes rurales	31 251	14 717 396	32	+0,73		+0,73
Unités urbaines						
Moins de 5 000 habitants	1 003	3 387 154	125	+0,64	+0,16	+0,49
5 000 à 9 999 habitants	455	3 117 365	169	+0,63	+0,27	+0,36
10 000 à 19 999 habitants	201	2 765 032	256	+0,55	+0,42	+0,14
20 000 à 49 999 habitants	122	3 836 597	395	+0,31	+0,50	-0,19
50 000 à 99 999 habitants	53	3 658 878	562	+0,29	+0,56	-0,27
100 000 à 199 999 habitants	28	3 892 316	861	+0,16	+0,63	-0,47
200 000 habitants ou plus	28	11 921 596	1 184	+0,42	+0,58	-0,16
Agglomération de Paris	1	9 318 821	3 618	+0,53	+0,79	-0,27
Ensembles des unités urbaines	1891	41 897 759	467	+0,44	+0,56	-0,12

De même, les lieux habités sont de moins en moins nombreux et de plus en plus espacés sur le territoire, et cela de façon très régulière, lorsqu'on gravit les échelons de la hiérarchie du peuplement. Le nombre des communes ou des villes suit une progression géométrique d'une étonnante continuité : au-dessus de 200 habitants, chaque fois que l'on double la population, ce nombre est à peu près divisé par 2 (tableau 4). Dans l'ensemble, cette organisation hiérarchisée du peuplement a guidé l'évolution récente de la population.

Un cycle du développement urbain

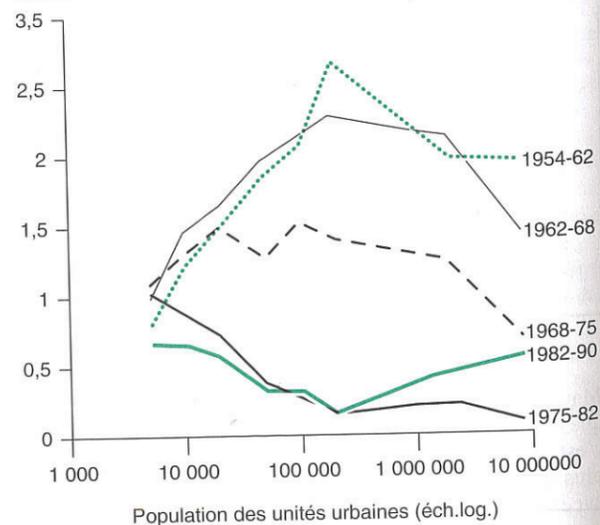
On observe dans l'histoire que chaque grand cycle de développement économique, accompagné de la diffusion d'innovations majeures, a favorisé d'abord les grandes villes qui, par leur dimension et leur complexité, sont les mieux placées pour adopter la nouveauté. La dernière grande vague d'innovations en France correspond à la modernisation des structures socio-économiques postérieure à la Seconde Guerre mondiale. On a effectivement observé que les grandes villes se sont développées plus vite que les petites dans les années 50. Ensuite, ces dernières ont progressivement rattrapé le mouvement lancé par les métropoles, si bien que, entre 1975 et 1982, le taux de croissance de la population était d'autant plus faible que les villes étaient grandes (figure 5).

Des observations similaires avaient été faites dès la fin des années 60 aux États-Unis et à la fin des années 70 en Europe du nord-ouest. Certains auteurs avaient alors

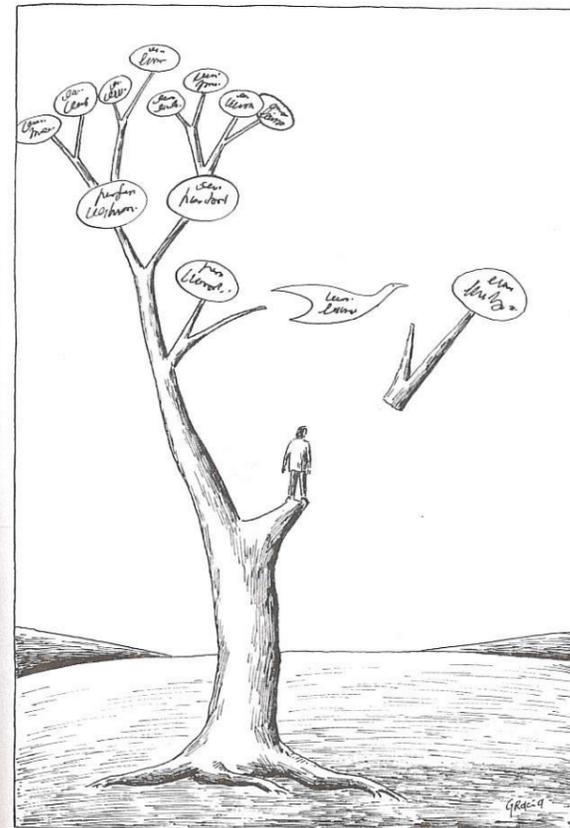
vu, dans le déclin absolu ou relatif des grandes villes et la reprise démographique des campagnes, une rupture profonde avec la tendance précédente, au moins séculaire, à la concentration de la population dans les villes. On avait parlé de «contre-urbanisation» (Berry, 1976).

5. La croissance selon la taille des villes de 1954 à 1990

Taux annuels de variation en %



Notre scepticisme à cet égard semble confirmé par les résultats des recensements des années 90 qui attestent, un peu partout, d'une reprise de croissance des plus grandes villes. En France, entre 1982 et 1990, Paris et les agglomérations de plus de 200 000 habitants se sont développées plus vite que les villes de taille moyenne. Les petites villes de 2 à 20 000 habitants ont gardé des taux élevés, mais inférieurs à ceux de la période précédente (figure 5).



Cette reprise démographique des grandes villes résulte surtout d'accroissements naturels élevés, tandis que les soldes migratoires restent négatifs pour toutes les catégories de communes de plus de 20 000 habitants. Mais, par rapport aux périodes précédentes, les taux de variations dus au mouvement naturel ont plutôt diminué et c'est le ralentissement de la perte par migration qui explique la reprise de la croissance (tableau 4). Ce redémarrage de la concentration dans les grandes villes, qui entraîne le même phénomène à l'échelon régional, correspond à une nouvelle phase de diffusion d'innovations, marquée par le développement des techniques de l'information et l'accroissement de la vitesse des communications. Il s'ensuit que les territoires semblent rétrécir tandis que s'accroissent la portée et l'intensité des échanges. De plus en plus, l'espace de référence qui oriente la dynamique des villes et des

régions françaises s'élargit au-delà des frontières nationales, et la mise en place d'une multitude de réseaux d'échelle européenne atteste de cette tendance. Les grandes villes sont mieux préparées à l'«innovation» que représente le passage à une société dominée par l'information. Elles ont les institutions, les activités et les infrastructures qui permettent d'assurer des relations internationales nombreuses et diversifiées. Elles sont donc les premières bénéficiaires de l'ouverture des frontières.

Une croissance plus sélective

Cependant, toutes les grandes villes ne sont pas concernées de la même façon par cette reprise de croissance. Une trentaine d'unités urbaines de plus de 50 000 habitants poursuivent leur déclin : les villes naguère minières et sidérurgiques de la Lorraine (Thionville, Hagondange-Briey), du Nord (Valenciennes, Lens, Douai) et des villes industrielles dispersées sur le territoire (Montbéliard, Montluçon, Saint-Quentin, Roanne, Troyes). A l'inverse, une trentaine de grandes villes ont eu des taux de croissance très élevés. Il s'agit des villes tertiaires de la côte méditerranéenne (Fréjus, Grasse, Cannes, Antibes, Menton, Monaco), des villes savoyardes dynamisées par l'essor de Genève (Annemasse, Annecy, Thonon-les-Bains), des «villes-satellites» bénéficiant du desserrement dans la grande périphérie parisienne (Melun, Meaux, Chartres, voire Orléans) et des capitales régionales comme Toulouse et Montpellier.

La carte des variations de la population des villes (qui entraîne celles des départements et des régions) s'est peu modifiée entre 1982 et 1990 par rapport à celles des périodes précédentes (1968-75 et surtout 1975-82). Cette tendance à la persistance sur plusieurs décennies d'une croissance urbaine sélective est un fait nouveau, sans précédent dans l'histoire des villes françaises. Elle risque de s'inscrire durablement dans les mentalités et de laisser des marques perceptibles dans la répartition géographique de la population, d'autant plus que c'est l'ensemble des villes d'une même région qui tendent à croître ou à décliner simultanément. En dépit de quelques exceptions (Béziers en déclin dans le Sud-Est, Lille, Calais et Armentières en croissance dans le Nord), la croissance urbaine de la période 1982-1990 a été en effet plus homogène au sein des régions que celle des périodes précédentes.

Vue de satellite, la répartition géographique de la population renforce donc ses contrastes : les Français se regroupent massivement dans les régions les plus peuplées de leur territoire et s'agglutinent autour des concentrations urbaines les plus grandes (carte 2). Cependant, au ras du sol, la réalité apparaît différemment : à l'échelle locale, on observe en effet la poursuite des tendances au desserrement de la population.

L'étalement urbain

Depuis la fin des années 60, l'urbanisation s'étale. Cette tendance s'explique partiellement par l'extension spatiale des agglomérations urbaines : des communes aupa-

6. Densité des centres-villes et des banlieues

Taille de l'unité urbaine	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes	Population 1990	Densité (hab./km ²)			
				Villes-centres		Banlieues	
				1982	1990	1982	1990
2 - 5 000	1 003	1 393	3 387 154	125	132	78	82
5 - 10 000	455	847	3 117 365	181	189	93	101
10 - 20 000	201	591	2 765 032	319	330	126	136
20 - 50 000	122	530	3 836 597	578	583	180	195
50 - 100 000	53	403	3 658 244	917	911	289	315
100 - 200 000	28	366	3 892 316	1 890	1 861	465	491
200 - 2 M	28	791	11 921 596	3 766	3 723	660	715
Agglo Paris.	1	379	9 318 321	20 647	20 421	2 736	2 901

ravant rurales, de peuplement peu dense, se trouvent incorporées dans les zones urbanisées. Les changements de délimitation des unités urbaines (par la définition qu'en donne l'INSEE) leur ont ainsi attribué quelque 6 300 km² supplémentaires entre 1982 et 1990, soit 420 communes de plus qu'en 1982. Un tiers de l'accroissement de la population urbaine, soit deux millions de nouveaux citadins, correspond à cette inclusion de communes rurales dans les agglomérations, tandis que les deux-tiers résultent d'un accroissement sur place, par mouvement naturel ou par migration. L'étalement urbain s'est accéléré depuis la fin des années 60 avec la généralisation de la péri-urbanisation, c'est-à-dire de la croissance de la population de communes rurales situées en dehors des agglomérations urbaines, mais à leur périphérie. Cette croissance est en grande partie alimentée par l'arrivée de familles avec de jeunes enfants, à la recherche de logements plus grands. Le phénomène a touché d'abord les plus grandes villes entre 1968 et 1975, puis s'est étendu à la quasi-totalité des unités urbaines de plus de 20 000 habitants entre 1975 et 1982. Il s'est poursuivi, quoique de façon ralentie, entre 1982 et 1990.

Les plus grands contrastes de densité diminuent

L'extension géographique des unités urbaines a fait baisser leur densité moyenne entre 1982 et 1990, de 494 à 467 habitants au km². Non seulement la densité du peuplement urbain diminue avec la tailles des villes, mais aussi l'importance des contrastes de densité entre le centre et la périphérie : le rapport entre la densité de la commune centre et celle des banlieues est de 7 à 1 dans l'agglomération parisienne, de 4 à 1 pour les unités de 100 à 200 000 habitants et de 2 à 1 en-dessous de 10 000 habitants. De 1982 à 1990, ces contrastes, ces gradients de densité, se sont atténués, au-delà de 50 000 habitants. Les centre-villes se desserrent tandis que les banlieues continuent à se densifier (tableau 6). La tendance au déclin des centre-villes, très générale et parfois perçue comme irréversible au début des années 80, n'est plus aussi fréquente qu'auparavant : parmi les agglomérations de plus de 50 000 habitants, la moitié

des villes-centres ont stabilisé ou de nouveau accru leur population. Il est donc prévisible, au moins pour la décennie à venir, avec des fluctuations liées à celles du marché immobilier, que la périurbanisation se poursuive, tandis que le déclin des centres-villes se stabilise, en particulier du fait des mesures prises pour leur valorisation (réglementation de la circulation et rénovations urbaines).

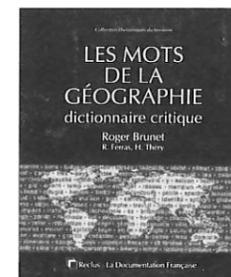
Une évolution contradictoire mais cohérente

Les transformations contemporaines de la répartition du peuplement semblent se contredire, selon l'échelon géographique considéré. On peut cependant en donner des interprétations logiques, au niveau agrégé des dynamiques territoriales, comme en termes de comportements individuels. En termes de logique territoriale, les évolutions constatées expriment à la fois les effets de l'insertion des villes françaises dans un réseau européen, qui renforce le niveau supérieur des hiérarchies urbaines, celui des métropoles, tandis que l'internationalisation des modes de vie, l'élévation des niveaux de vie et les facilités accrues de communication autorisent des tissus urbains moins denses. Au niveau individuel, des aspirations contradictoires ont toujours accompagné l'urbanisation : la tendance à l'agglomération exprime le désir des citadins de bénéficier de la plus grande proximité possible aux équipements et aux facilités offertes par la grande ville, (y compris les emplois), tandis que le mouvement périurbain témoigne de leur souci de garder un contact avec la "nature", qui contribue à "fractaliser" les contours et les tissus urbains.

Denise Pumain,
Professeur à l'Université Paris I,
Conseiller technique à l'INED

Géographie : des mots et des lieux

dans la collection Dynamiques du territoire



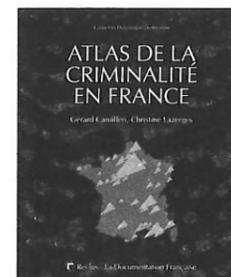
Les mots de la géographie dictionnaire critique
Roger Brunet, Hervé Théry, Robert Ferras
1992, 472 p., 120 F

un dictionnaire de la géographie, original, insolite et parfois dérangeant



Atlas de la France universitaire
Armand Frémont, Robert Herin, Jacques Joly
1992, 272 p., 142 cartes, 200 F

une série de prestigieux atlas en quadrichromie :



Atlas de la criminalité en France
Gérard Camilleri, Christine Lazerges
1992, 160 p., 80 cartes, 160 F

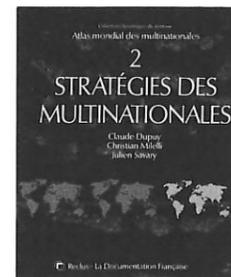
● **Atlas de la population mondiale**
Daniel Noin
1991, 160 p., 80 cartes, 180 F

● **La science et les régions**
Géoscopie de la France
Madeleine Brocard
1990, 268 p., 100 figures, 220 F

● **Ile-de-France**
un nouveau territoire
Anne-Marie Lakota, Christian Milelli
1989, 276 p., 60 cartes, 180 F

● **Nord-Pas-de-Calais**
une région d'Europe en mouvement
sous la direction de Didier Paris
1989, 186 p., 50 cartes, 150 F

● **Atlas des villes de France**
Denise Pumain, Thérèse Saint-Julien
1989, 176 p., 117 cartes, 190 F



Atlas mondial des multinationales. Tome 1.
L'espace des multinationales
Pierre Grou
1990, 168 p., 89 cartes, 190 F
Tome 2.
Stratégies des multinationales
Claude Dupuy, Christian Milelli, Julien Savary
1991, 220 p., 114 cartes, 210 F

à paraître en 1993 :

● **Atlas de la Haute-Normandie**
Yves Guermond
200 p.

● **Atlas de la Nouvelle-Calédonie**

● **Atlas de l'enseignement primaire**

Reclus

La documentation Française



Edition
Reclus / La Documentation française
Diffusion La Documentation française
29 quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07
Tél. (1) 40 15 70 00